23
juin
1999

Décret
relatif à la prolongation du plafonnement
de l'indexation des salaires de la fonction publique
pour les années 2000 et 2001

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,
vu la loi sur le statut de la fonction publique, du 28 juin 1995¹⁾;
sur la proposition du Conseil d'Etat, du 26 mai 1999,
décète:

Article premier L'allocation de renchérissement versée en 2000 et 2001 aux titulaires de fonctions publiques conformément à l'article 56 de la loi sur le statut de la fonction publique, du 28 juin 1995, n'excédera pas le montant correspondant à l'adaptation d'un traitement de base 1990, pour un poste complet:

- a) de 100.000 francs en 2000;
- b) de 120.000 francs de 2001.

Art. 2 ¹Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

²Il entre en vigueur avec effet au 1^{er} janvier 2000.

³Le Conseil d'Etat pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Décret promulgué par le Conseil d'Etat le 25 août 1999